



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



**L'UIMM, la CFDT, la CFE-CGC, la CGT et l'UNSA de l'Indre s'associent
afin d'attirer votre attention
sur le devenir d'Alvançe Aluminium Wheels, à Diors (36)**

Avant la date fatidique du 15 septembre prochain, nos organisations syndicales, ouvrières et patronale, s'unissent aujourd'hui pour alerter, ensemble, les pouvoirs publics et décideurs automobiles sur l'avenir d'Alvançe Aluminium Wheels, et ses conséquences pour le territoire de l'Indre. Nous appelons, d'une seule et unique voix, l'intervention de l'État pour sauvegarder ce savoir-faire français, et à considérer le tissu économique et social local.

Alvançe Aluminium Wheels est LA dernière fonderie de jantes en France.

Cette entreprise dispose d'un savoir-faire industriel rare qui fait la fierté de notre territoire.

Alors même que notre département connaît un séisme industriel conséquent (*avec les emplois supprimés, notamment chez Safran Seats Issoudun -200 emplois supprimés-, le dépôt logistique de La Halle -200 emplois en juillet 2020- mais aussi, supplychain aéronautique et maintenant Alvançe Wheels -287 salariés concernés-*), c'est toute la culture industrielle de notre territoire qui est mise en péril. Avec des conséquences désastreuses également pour les autres entreprises locales, notamment les sous-traitants, pour lesquels les mêmes problématiques de survie interviendraient avec des suppressions de postes, voire des cessations d'activités.

Alvançe Aluminium Wheels, ce sont des hommes et des femmes de talents, aux compétences expertes, motivés par la « French Touch ».

Cette fermeture serait l'anéantissement d'un outil industriel rare et du savoir-faire, défaisant un peu plus le bel étendard « Made In France ».

Et pourtant, depuis de longues années, ces 287 salariés et dirigeants, en détresse, ne cessent de lancer des SOS. Contre vents et marées, cinq cent soixante-quatorze mains s'accrochent à la manœuvre, avec poigne et ferveur, chaque jour péniblement, pour maintenir à flot cette entreprise qui est la leur. Jour après jour. « Plan de sauvetage » après « plan de sauvetage ». D'une volonté désespérée.

Après toutes ces désillusions et expériences contre-productives, il apparaît primordial d'obtenir des engagements fermes de la part de l'État (véritable plan d'investissement et d'accompagnement dans la mise en œuvre d'une modernisation et d'un redéveloppement du site) et des constructeurs automobiles français (fourniture d'au moins 10% de la production automobile française).

La sauvegarde des emplois et du savoir-faire à long terme doit être une priorité. Car sans une réelle détermination impulsée au plus haut niveau, toutes les bonnes volontés et les investissements seront malheureusement vains.

Nous vous rappelons que chacun des signataires de ce courrier mais aussi l'ensemble des acteurs économiques locaux sont prêts à agir ensemble afin de soutenir un projet viable et durable et de préserver cette entreprise et ses emplois.

A une époque où les gouvernants et les élus de tout bord promeuvent la relocalisation et le Made in France, tout faire pour conserver l'activité dans cette entreprise devrait être l'objectif premier de chacun d'entre nous. Enfin, et surtout, alors que la décarbonation de l'industrie est le fer de lance de la politique écologique actuelle du gouvernement, il nous paraît important de rappeler ici, que la production des jantes en aluminium dans l'Indre réduirait considérablement l'empreinte carbone. En effet, une production au Maghreb entrainerait 100 000 tonnes de CO2, à production égale (soit l'équivalent d'une ville de 10 000 habitants !). Et ce coût carbone serait multiplié par cinq pour des jantes produites en Asie !

C'est pourquoi nous, organisations syndicales ouvrières et patronale, ensemble, nous vous faisons parvenir ce courrier preuve de notre préoccupation partagée sur l'avenir du site et ses conséquences pour le territoire de l'Indre, et vous demandons d'agir, dans les meilleurs délais, avant qu'il ne soit trop tard.

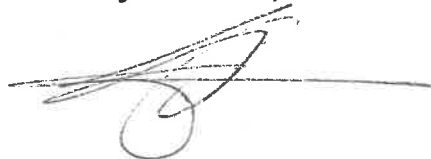
A Châteauroux, le 22 juillet 2022

**L'UIMM Indre
Martine Moreau, Président**

**La CFDT
Christophe BOUVET, élu AAW**



**La CFE-CGC
Thierry PACOME, élu AAW**



**La CGT
Antony BABARCZY, élu AAW**



**L'UNSA
Hervé DELAIR, élu AAW**

